

Séance du conseil municipal du vendredi 17 juin 2011

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille onze, le dix-sept juin, à dix-huit heures trente, s'est réuni, en son lieu habituel des séances, le conseil municipal de la commune d'Aiguillon, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Eliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Hélène DE MUNCK, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Alexandrine BARBEDETTE, Cathy SAMANIEGO, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Alain PARAILLOUS, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI, Alain REGINATO

Étaient absents : MM. Fabienne DE MACEDO, Martine RACHDI

Pouvoirs de vote : Mme DE MACEDO à Mme MORIZET

Monsieur Mohammed LAHSAINI a été élu Secrétaire de séance.

Le conseil municipal approuve les procès verbaux des séances du 29 mars et du 26 avril 2011, dont une copie avait été adressée à chacun des membres.

Le conseil municipal accepte l'inscription à l'ordre du jour en dernière minute les points suivants:

- avis sur intégration à la CDC du Confluent de Thouars et Saint Pierre de Buzet,
- demande de subvention à la CAF 47 et à la MSA 47 pour l'achat de mobilier accueils périscolaires (BP 2012)

ÉLECTIONS :

Désignation des délégués et suppléants du conseil municipal pour l'élection des sénateurs

Vu le code électoral, le décret n°2011-530 du 17 mai 2011 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs, et l'arrêté préfectoral n°2011-147-0009, le conseil municipal est appelé à désigner ses délégués et suppléants aux élections sénatoriales.

L'élection se fait sans débat, au scrutin secret.

Pour la commune d'Aiguillon, le nombre de délégués à élire est de 15 titulaires et de 5 suppléants. Les délégués et les suppléants sont élus sur la même liste à la représentation proportionnelle avec application de la plus forte moyenne. Les déclarations de candidatures sont obligatoires.

Après avoir voté à bulletin secret, sont élus :

- Jean-François SAUVAUD
- Jacqueline BEYRET-TRESEGUET
- André CASTAGNOS
- Fabienne DE MACEDO
- Michel PEDURAND
- Christiane MORIZET
- Jean-Paul VIELLE
- Christiane FAURE
- Gabriel LASSERRE

- Cathy SAMANIEGO
- Pascal SEGUY
- Eliane TOURON
- Jean-Pierre LACROIX
- Alexandrine BARBEDETTE
- Franck GAY
- Jean-Pierre PIBOYEUX
- Frédéric PRINCIC
- Danielle DAL BALCON
- Isabelle DRISSI
- Josiane MORTZ

Nombre de votants : 25

Nombre de suffrages déclarés nuls : 2

Nombre de suffrages exprimés : 23

SERVICES

Objet : Piscine municipale – Détermination des tarifs saison estivale 2011 – entrées, glaces, boissons

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La piscine municipale d'Aiguillon ouvre pour la saison estivale 2011 :

- du 6 au 30 juin, pour le public scolaire,
- les week-end de juin à partir du 10 et tous les jours du 1er juillet au 31 août, pour tout public.

Il est nécessaire de déterminer les tarifs d'entrée de la piscine municipale pour l'année 2011, ainsi que ceux des glaces et boissons proposés aux clients de l'établissement.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

26 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

FIXE les tarifs d'entrée à la piscine municipale pour la saison estivale 2011 ainsi qu'il suit :

Entrées à la piscine municipale	Tarifs 2011
1 entrée enfant pour les moins de 6 ans	gratuit
1 entrée enfant de 6 à 15 ans (le ticket)	1,30 €
1 entrée "spécial jeunes" de 16 à 18 ans (le ticket)	1,60 €
1 entrée adulte (le ticket)	2,30 €
1 abonnement enfants (10 tickets)	9,20 €
1 abonnement enfants (20 tickets)	13,30 €
1 abonnement "spécial jeunes" de 16 à 18 ans (20 tickets)	19,80 €
1 abonnement adulte (10 tickets)	15,60 €
1 abonnement adulte (20 tickets)	29,00 €

FIXE les tarifs des glaces vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison estivale 2011 comme suit :

Glaces	<i>volume</i>	<i>Nb pièces</i>	Prix de vente 2011
MAGNUM Classic	120 ml	20	2,60 € TTC
MAGNUM Amande	120 ml	20	2,60 € TTC
MAGNUM chocolat blanc	120 ml	20	2,60 € TTC
CORNETTO Enigma noisette	125 ml	24	2,40 € TTC
CORNETTO love chocolate	125 ml	24	2,20 € TTC
CALIPPO cola	105 ml	24	1,90 € TTC
SUPER TWISTER orange fraise citron	110 ml	28	1,90 € TTC
ROCKET framboise ananas orange	55 ml	54	1,30 € TTC
MAX Gummy up	85 ml	30	2,20 € TTC

FIXE les tarifs des boissons vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison 2011 comme suit :

Boissons	<i>contenance</i>	<i>Nb pièces</i>	Prix de vente 2011
COCA COLA	PET* 50cl	24	2,00 € TTC
OASIS orange	PET 50cl	12	2,00 € TTC
OASIS pêche abricot	PET 50cl	24	2,00 € TTC
OASIS pomme cassis framboise	PET 50cl	12	2,00 € TTC
OASIS thé pêche	PET 50cl	24	2,00 € TTC
OASIS tropical	PET 50cl	12	2,00 € TTC
ORANGINA	PET 50 cl	24	2,00 € TTC
PULCO citronnade	PET 50 cl	24	2,00 € TTC
ALET	PET 50 cl	24	0,50 € TTC
BRICI jus d'orange	Minibrick 20 cl	24	1,00 € TTC

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

AMÉNAGEMENT URBAIN

Objet : Aménagement de la rue Jules Ferry : Enfouissement des réseaux aériens de communication électroniques - Rue de Visé - Rue Jasmin

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre des travaux de réaménagement de la rue Jules-Ferry, il est nécessaire de procéder à la réalisation de travaux d'enfouissement des réseaux aériens de communication électronique pour la portion de la rue de Visé, ainsi que pour la portion rue Jasmin.

Ils s'inscrivent dans le cadre de la convention-cadre signée entre le Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE 47) et France Télécom concernant la pose coordonnée des différents réseaux aériens, favorisant ainsi la réduction du coût des travaux ainsi que la gêne occasionnée par les chantiers successifs.

Ainsi, pour une réalisation dans les meilleures conditions en terme de délais, de technicité et de gestion financière, le Conseil municipal est appelé à confier au SDEE 47 un mandat de maîtrise d'ouvrage pour ces deux opérations.

◦ **Portion rue de Visé**

Ces travaux complèteraient pour cette portion ceux correspondant à l'enfouissement des réseaux aériens

électriques basse tension, décidés lors du conseil municipal du 21.09.2010.

Le coût global de l'opération s'élève à 4.596,29 € TTC. Compte-tenu des participations du SDEE 47 (312,06 €) et de France Télécom (2.795,13 €) à ces travaux, la participation financière estimative de la commune s'élève à 1.489,10 €.

◦ **Portion supplémentaire rue Jasmin**

Le coût global de l'opération s'élève à 6.690,63 € TTC. Compte-tenu des participations du SDEE 47 (1.338,13 €) et de France Télécom (0 €) à ces travaux, la participation financière estimative de la commune s'élève à 5.352,50 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de confier au Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE 47) les travaux d'enfouissement des réseaux aériens de communications électroniques de France Télécom, dans le secteur rue Jules-Ferry RD 278, pour les portions suivantes :

- rue de Visé,
- rue Jasmin.

ADOpte le plan de financement suivant pour la portion rue de Visé :

- Coût global de l'opération : 4.596,29 € TTC
- Participations : du SDEE 47 : 312,06 €
de France Télécom : 2.795,13 €
- Solde à la charge de commune : 1.489,10 €.

ADOpte le plan de financement suivant pour la portion supplémentaire rue Jasmin :

- Coût global de l'opération : 6.690,63 € TTC
- Participations : du SDEE 47 : 1.338,13 €
de France Télécom : 0 €
- Solde à la charge de commune : 5.352,50 €.

DIT que les crédits nécessaires pour le règlement des dépenses correspondantes sont inscrits au BP 2011 ;

APPROUVE et AUTORISE le maire à signer les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage devant intervenir à cet effet entre la commune et le SDEE47.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

VOIES ET RÉSEAUX

Objet : AVENANT n° 2 à la convention de mise à disposition de la voirie à la communauté de communes du Confluent - Mise à jour de l'inventaire des voies

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les statuts en vigueur de la communauté de communes du confluent, dont la commune d'Aiguillon est membre ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 mars 2004 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de voirie, et la convention de mise à disposition de voirie en date du 04 juin 2004 correspondante ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 09 février 2007 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de voirie (intégration de l'entretien des chemins ruraux), et l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de voirie en date du 25 octobre 2007 correspondant ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour l'inventaire des voies mises à disposition ;

Conformément aux statuts en vigueur de la communauté de communes du confluent, la commune d'Aiguillon a, par délibération en date du 26 mars 2004, défini l'intérêt communautaire en matière de voirie, et autorisé la signature de la convention de mise à disposition de voirie correspondante. Par délibération en date du 09 février

2007, le conseil municipal a décidé de modifier l'intérêt communautaire en matière de voirie pour y intégrer l'entretien de certains chemins ruraux et d'autoriser le maire à signer un avenant n°1 à la convention suscitée.

Or, il serait nécessaire de mettre ces données à jour afin qu'elles correspondent aux réalités du terrain et de modifier cet inventaire selon les caractéristiques suivantes :

<i>Type de voie</i>	<i>Longueur transférée en vigueur</i>	<i>Proposition nouvelle longueur</i>
Rues (voies communales desservant les immeubles en agglomération)	15 030 mètres	20 261 mètres
Voies communales desservant les zones d'activité essentielles de l'agglomération	49 816 mètres	50 857 mètres
Chemins ruraux ayant un intérêt communautaire	1 218 mètres	788 mètres
TOTAL	66 064 mètres	71 906 mètres

Il est précisé également que cet état des voies ainsi modifié devra être mis à jour de manière concertée lors de prochains conseils municipal et communautaire, de mettre à jour afin d'intégrer les nouvelles situations suivantes :

- déclassement en chemin rural de certaines voies communales en raison de l'état de leur revêtement et structure et de leur destination ;
- transfert à la CDC de la VC 103 « de Lalanne » suite à son réaménagement fin 2011 ;
- transfert à la CDC des rues Jules-Ferry, Marceau et Gambetta, anciennement de compétence départementale, à l'issue des travaux de réaménagement réalisés par la commune d'Aiguillon en 2011-2012 ;
- transfert à la CDC des rues desservant les résidences du centre-ville, après leur rétrocession par Habitatlys.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**le conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de modifier l'inventaire des voies de la commune d'AIGUILLON mises à la disposition de la communauté de communes du confluent dans le cadre du transfert de compétences, selon le détail et le plan joints en annexe ;

DIT que cet inventaire des voies mis à jour présente désormais les caractéristiques suivantes :

<i>Type de voie</i>	<i>Longueur transférée</i>
Rues (voies communales desservant les immeubles en agglomération)	20 261 mètres
Voies communales desservant les zones d'activité essentielles de l'agglomération	50 857 mètres
Chemins ruraux ayant un intérêt communautaire	788 mètres
TOTAL	71 906 mètres

ADOpte le projet d'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de voirie joint en annexe, qui correspond à cette mise à jour ;

AUTORISE monsieur le maire à signer cet avenant n°2 correspondant.

Formalité de publicité effectuée le : 23/06/11
Contrôle légalité le : 27/06/11

<i>type</i>	<i>appellation</i>	<i>Début</i>	<i>Localisation</i> <i>Fin</i>	<i>Longueur totale en</i> <i>m</i>
RUES (VOIES COMMUNALES desservant les immeubles EN AGGLOMÉRATION)				
allées	Gaulle (Charles de)	Av. de la Gare	Cours Alsace Lorraine (devant commerces)	107
Avenue	19 mars 1962 (du)	VC 103	rue Claude Debussy	297
Avenue	11 Novembre (du)	Av. du Stade	La Tourasse	732
Avenue	8 Mai 1945 (du)	RD 642 / avenue du Stade	Rue Thiers	280
Avenue	gare (de la)	RD 642	Allées Ch de Gaulle	663
Avenue	Maréchal-Joffre (du)	La Tourasse/St-Côme	Pont 813 déviation	1 087
cours	Alsace-Lorraine	Rue des Frères Andrieu	Rue Gambetta	300
Impasse	Moulin (Jean)	RD 278	Impasse J. Moulin	61
Impasse	Surcouf	Depuis la rue Surcouf	Fond de l'impasse	31
Impasse	Jasmin	Depuis la Rue Jules Ferry		40
rue	4 Septembre (du)	Rue Latoumerie	Lot	276
rue	Abbé-Pierre	Rue A. France	rue St-Maur	300
rue	Allende (Salvador)	Rue M. Prévost	Impasse	215
rue	Allende (Salvador) bis	Rue M. Prévost	Impasse	42
rue	Anatole-France		Rue J. Moulin/RD 813	1 065
rue	Aragon (Louis)	Rue M. Prévost	Impasse	133
rue	Arc (Jeanne d')	Rue République	rue 4 Septembre	87
rue	Arcole	Rue République	Rue Gambetta	71
rue	Argenteau (d')	RD 278	RD 666	735
rue	Artagnan (d')	Rue G. Sand	rue de Visé	160
rue	Balzac (Honoré de)	Rue Anatole France	VC 38	365
rue	Barra (Joseph)	Rue Latoumerie	Place d'Arcole	135
rue	Bazin (Jean-Emile)	Rue de Visé	Cours Alsace Lorraine	90
rue	Beauregard	Victor-Hugo	rue de la Gare	102
rue	Bernardfort (de)	Honoré de Balzac	Impasse	94
rue	Blanc (Louis)	Place du XIV juillet	Allées Ch de Gaulle	85
rue	Bouin (Jean)	Rue J. Bouin	Impasse	86
rue	Brel (Jacques)	Rue Michelet	rue G. Sand	120
rue	Camus (Albert)	Av. du 8 Mai	rue Palissy	105
rue	Cavaignac	Rue Latoumerie	Lot	280
rue	Chératte	Rue M. Prévost	Rue Mozart	170
rue	Colonel-Denfert	Rue Thiers	rue M. de Ranse	79
rue	Coubertin (Pierre de)	Rue J. Bouin	Impasse	35
rue	Curie (Pierre)	Rue J. Moulin	Impasse	78
rue	de la CCB	A France	Impasse	150
rue	Debussy (Claude)	RD 813	VC 22	743
rue	Desserte CCB	Rue A. France	chemin exploitation	217
rue	du Manoir (Yves)	RD 642	Impasse	70
rue	Fontaine (Jean de la)	RD 813	rue Molière	125
rue	Frères-Andrieu (des)	Rue de Visé	Crs Alsace-Lorraine	100
rue	Gambetta	Rue Marceau	Rue Thiers	110
rue	Hameau de Magnan	Rue J. Moulin	Impasse	150
rue	Hoche	Allées Ch de Gaulle	Place Clémenceau	143
rue	Hugo (Victor)	Av. 8 Mai	Rue Thiers	262
rue	Jardins de Salomon (des)	de Marcel-Prévost	Impasse	470
rue	Lacépède	Allées Ch de Gaulle	rue Beauregard	110
rue	Lafayette	Rue Jeanne d'Arc	rue Latoumerie	60

<i>type</i>	<i>appellation</i>	<i>Début</i>	<i>Localisation</i> <i>Fin</i>	<i>Longueur totale en</i> <i>m</i>
rue	Laveuses (des)	RD 813	rue de la République	80
rue	Ledru-Rollin	Rue Lacépède	rue Victor Hugo	60
Impasse	Marceau	Marceau	Impasse	30
rue	Marcet (Baptiste)	Rue Frères Andrieu	rue Robin	125
rue	Marine	Rue Victor Hugo	rue Lacépède	60
rue	Mendès-France (Pierre)	Rue M. Prévost	Impasse	200
rue	Michard (Lucien)	CD 34	Impasse	627
rue	Michelet	Rue d'Artagnan	rue de Verdun	293
rue	Molière	Rue M. Joffre	RD 813	421
rue	Montesquieu	Rue de Verdun	Impasse	120
rue	Mozart	Rue A. France	Cité Lalanne	132
rue	Palissy (Bernard)	Rue Camus	rue Victor Hugo	135
rue	Pasteur (Louis)	Rue A. France	RD 278	245
rue	Prévost (Marcel)	Rue Anatole France	CR de Montazet	901
rue	Rabelais	RD 813	Rue Gambetta	211
rue	Racine	St-Côme	RD 813	375
rue	Ranse (Marc de)	Place Clémenceau	Place Lunac	65
rue	Ranse bis (Marc de)	Place Lunac	Rue Thiers	63
rue	Rasmus-Durrieu	Rue Surcouf	RD 813	400
rue	Ravel (Maurice)	Rue A. France	Cité Lalanne	154
rue	Remparts (des)	Rue Thiers	rue Latoumerie	120
rue	République (de la)	Rue Latoumerie	Lot	270
rue	Résistance (de la)	RD 813	RD 271	350
rue	Richelle (de)	Rue Balzac	rue M. Prévost	350
rue	Robin	Rue Victor Hugo	rue de Visé	150
rue	Rosiers (des)	Rue Marcel Prévost	rue Marcel Prévost	310
rue	Rousseau (Jean-Jacques)	Rue Victor Hugo	rue Lacépède	62
rue	Sabatté	Rue Denfert	rue Marc de Ranse	41
rue	Saint-Maur	Rue A. France	rue 19 Mars	362
rue	Sand (George)	RD 642	rue de Verdun	430
rue	Surcouf	RD 813	voie ferrée (portes)	219
rue	Thiers	Rue V. Hugo	Rue Gambetta	300
rue	Verdun (de)	Rue G. Sand	rue de Visé	230
rue	Visé (de)	Av. du Stade	rue Jules Ferry	660
rue	Voltaire	Rue J. Moulin	RD 813	130
rue	ZAC de Fromadan	Rue Claude Debussy	VC 22	330
rue	Zéphir (de)	Rue Hoche	Thiers	34

TOTAL en m

20 261

<i>type</i>	<i>appellation</i>	<i>Début</i>	<i>Localisation</i> <i>Fin</i>	<i>Longueur totale en</i> <i>m</i>
VOIES COMMUNALES desservant les zones d'activité essentielles de l'agglomération				
VC 3	Brassios	Garonne	RD 270	925
VC 5	Garonne	RD270	Garonne	527
VC 11	Muneau	RD 642	rue B.Palissy	117
VC 14	Sergent	Av. 11 Novembre	RD 8	1 062
VC 18	Garron	VC22	Limite Port Sainte Marie	2 205
VC 22	St-Côme	Limite Lagarrigue	RD813/ Garonne	3 013
VC 23	Ventamil	RD 813	Limite Port Sainte Marie	2 700
VC 24	Padouen	RD 8	Garonne	370
VC 34	Montazet	Limite Port Ste Marie	rue Marcel Prévost	2 880
VC 35	Salomon	VC34	Salomon	1 150
VC 38	Larousse	RD 278	VC 34	812
VC 39	Bique	RD666	RD 278	1 762
VC 40	Thoumazet	RD278	Limite Port Sainte Marie	2 350
VC 43	Miraben	VC 53	RD 205	2 730
VC 44	Le Tap	VC 53	VC 43	690
VC 45	Peyremartin	RD 666	VC 43	1 360
VC 47	Parrel	RD 666	RD 251	2 810
VC 48	Batiment	RD 666	limite Galapian	2 630
VC 51	Lannes	VC 43	VC 45	935
VC 53	Boussac	RD 278	RD 251	2 610
VC 54	Boussères	Lot	RD 666	1 320
VC 55	Bataille	VC 54	Lot	738
VC 62	Canot	RD 271	<i>Pelagat</i>	2 311
VC 64	Nicole	RD 271	Limite Nicole	357
VC 74	Vinzelles	CD 666	RD 278	1 150
VC 75	Burthes	VC 91	limite Bourran	538
VC 76	Péage	RD 813	Garonne	150
VC 78	Route Royale	Guinguette	VC 64	1 357
VC 79	Maintenant	VC 34	<i>Impasse</i>	150
VC 83	Coudas	VC 23	limite PSM	232
VC 89	Montazet (embranchement)	VC 34	Montazet	210
VC 90	Galapian (embranchement)	VC 43	Galapian	220
VC 91	Colleignes	VC 47	limite Bourran	650
VC 101	Saint-Armand	RD 271	VC 62	519
VC 106	Passagère	RD 666	Lot (ski nautique)	132
VC 111	Sainte-Radegonde	RD 666	VC 54	280
VC 112	Capots	RD 8	Propriété de Mr Faure	220
VC 114	Pernau	VC 18	Pernau	763
VC 115	Bellevue	VC 18	VC 35	1 250
VC 116	Poutoye	VC 115	VC 22	645
VC 117	Richard	RD 278	VC 53	686
VC 118	Marcon	RD 251	Marcon	175
VC 120	Lapiade	VC 22	VC 23	750
VC 121	Le Chey	VC 22	Le Chey	100
VC 501	Sautegrue	RD 813	Canalet	243
VC 502	Lasoubes	VC 64	RD 813	211

<i>type</i>	<i>appellation</i>	<i>Début</i>	<i>Localisation</i> <i>Fin</i>	<i>Longueur totale en</i> <i>m</i>
VC 73	Videaux	RD 278	VC 22	760
VC 122		RD 666	Lot	83
VC 123	Pouchon	Rue Debussy	Pouchon	330
VC 108		RD 642	Impasse	110
VC 112	Capots	propriété de M. Faure	VC 14	580
TOTAL en m				50 857

CHEMINS RURAUX AYANT UN INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

CR 2	camping (du)		RD 666/ Lot	56
CR 3	Saint-Côme	VC 3	RD 8	45
CR 4	Maintenant		VC 34/ Maintenant	200
CR 5	cellier (de)	RD 271	Lot	60
CR 6		de bernard palissy		80
CR 7	Tivoli		RD 271/ Passage à niveau	107
CR 8	Pouchon		RD 813/ Pouchon	150
CR 9	Perran	RD 271	Limite Nicole	
CR 10	Tivoli (de)	Av. de la Gare	SNCF	90
TOTAL en m				788

Projet
Projet

AVENANT n° 2
à la convention de mise à disposition de la voirie communale en date du 1er janvier 2004

pour la MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE DES VOIES TRANSFÉRÉES
à la Communauté de communes du Confluent

ENTRE :

- la **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CONFLUENT**,
sise 17, avenue du 11 novembre – 47190 AIGUILLON,
représentée par son Président, M. Michel MASSET, dûment habilité par délibération du conseil communautaire
en date du ...,
ci-après désignée par le terme « la Communauté de communes »
d'une part,

ET

- la **COMMUNE D'AIGUILLON**,
sise Hôtel de Ville – 47190 AIGUILLON,
représentée par son Maire, M. Jean-François SAUVAUD, dûment habilité par délibération du conseil municipal
en date du ...,
ci-après désignée par le terme « la Commune »
d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

VU le Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT la définition de l'intérêt communautaire en matière de voirie reprise dans les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Confluent ;

CONSIDÉRANT que, pour les Communautés de communes, la mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences est obligatoire ;

VU la délibération du Conseil communautaire en date du ... approuvant la modification de l'inventaire des voies mises à disposition par la commune d'Aiguillon ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du ... approuvant la modification de l'inventaire des voies mises à disposition de la Communauté de communes ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour l'inventaire des voies mises à disposition ;

DISPOSITIONS PATRIMONIALES

ARTICLE 1. Mise à disposition des équipements existants

La commune met à la disposition de la Communauté de communes la voirie correspondant à la définition de l'intérêt communautaire (voies communales, rues et chemins ruraux), selon le détail annexé à la présente convention.

ARTICLE 2. État des voies

Les voies sont mises à la disposition de la Communauté de communes qui en devient affectataire, en l'état où elles se trouvent lors de la signature.

ARTICLE 3. Droits et obligations

La Communauté de communes, bénéficiaire de la mise à disposition, assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés (prise en charge des dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation des biens).

Seul le droit d'aliénation reste de la compétence de la Commune, propriétaire.

CONSÉQUENCES DE LA MISE A DISPOSITION

ARTICLE 4. Exercice des actions en responsabilité biennale et décennale

La commune exerce :

- toutes les actions et responsabilités découlant de l'application des articles 1792 et 2270 du Code civil, relatives à la responsabilité décennale,
- ainsi que les actions et responsabilités relatives à la garantie biennale au 1er janvier 2009 pour les biens tels qu'ils apparaissent à l'article 1.

ARTICLE 5. Assurances diverses

L'assurance des biens mis à disposition tels qu'ils apparaissent à l'article 1 ne relève plus de commune depuis la date du transfert.

ARTICLE 6. Contentieux

Les contentieux en cours relatifs aux biens mis à disposition seront poursuivis par la commune.

DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 7. Coût

Les biens mis à disposition le sont gratuitement.

DURÉE – LITIGES - EFFET

ARTICLE 8. Durée

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les deux parties, sans limitation de durée.

ARTICLE 9. Litiges

Pour toute difficulté d'application de la présente convention en cas de litiges, la commune et la communauté de communes conviennent de saisir le représentant de l'État dans le département de Lot-et-Garonne avant tout recours contentieux.

ARTICLE 10. Effet du présent avenant

Le présent avenant n°2 remplace :

- la convention intervenue le 1er janvier 2004 relative à la mise à disposition des voies,
- l'avenant n°1 à cette convention, intervenu le 25 octobre 2007.

Fait à Aiguillon, le ...

Pour la commune,
Le Maire,

Pour la Communauté de communes,
Le Président,

Jean-François SAUVAUD

Michel MASSET

URBANISME :

Objet : Cession amiable au bénéfice de la SCI BGN

Monsieur le maire présente au conseil municipal le rapport suivant :

La SCI BNG, représentée par Monsieur Bernard NEGRE, souhaite acquérir auprès de l'Office HLM Habitalys afin de la rénover, la résidence du Relais des Ducs sise Rue Thiers / Cours Alsace Lorraine 47190 AIGUILLON

La parcelle communale jouxtant le bâtiment de la Résidence du Relais de Ducs aménagée actuellement en espace vert pourrait être cédée également à la SCI BNG afin qu'elle soit réservée aux futurs occupants des logements de la Résidence à titre de jardin d'agrément privatif.

Cette parcelle communale cadastrée I 85 pour une contenance de 925 m², a été estimée par les services fiscaux France Domaine dans son avis n°2010-004V0696 en date du 29 octobre 2010.

Monsieur le maire invite l'assemblée à se prononcer sur la cession amiable dont il donne le détail et pour laquelle le prix de vente résulte de la valeur vénale fixée par les services Fiscaux France Domaine.

Il précise que cette cession amiable est conditionnée par la vente au préalable de la résidence du Relais des ducs par l'office HLM Habitalys à la SCI BNG.

Après avoir entendu cet exposé, Le Conseil Municipal,

24 voix pour,
1 voix contre,
1 abstention,

Sous réserve de la vente au préalable de la résidence du Relais des ducs par l'office HLM Habitalys à la SCI BNG,

PREND ACTE que France Domaine a, dans son avis n°2010-004V0696 en date du 29 octobre 2010, estimé à la somme de 10 000 €, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 15%, la parcelle I 85 située rue Thiers / Cours Alsace Lorraine 47190 Aiguillon ;

APPROUVE la cession amiable de la parcelle communale aménagée en espace vert cadastrée I 85 d'une contenance de 925 m² au bénéfice de la SCI BNG représentée par Monsieur Bernard Nègre ;

DÉCIDE de fixer le prix de vente à dix mille (10.000) euros conformément à l'avis de France Domaine établi le 29 octobre 2010.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités prévues à cet effet ;

AUTORISE monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la commune ;

PRECISE que la SCI BNG prends à sa charge les frais d'acte notarié ;

INDIQUE que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la commune.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 08/06/11

Monsieur Reginato s'inquiète de voir partir dans le domaine privé un morceau des remparts de la ville, il pense que cela rendra leur mise à jour plus difficile le jour où la municipalité souhaitera le faire.
Monsieur le maire lui affirme qu'il a pris des garanties et que la SCI BNG a affiché sa volonté de préserver le patrimoine.

Objet : Avis sur la suppression du passage à niveau PN 126 ligne ferroviaire Bordeaux - Sète

Monsieur le maire présente le rapport suivant à l'assemblée :

Suite à l'accident mortel survenu en 2009, la commune d'Aiguillon a, par courriers du 13 février 2009 et du 26 août 2010, sollicité les services de Réseau Ferré de France afin d'étudier la possibilité de supprimer le passage à niveau PN 126 de 3e catégorie ouvert à la circulation des piétons de la ligne ferroviaire Bordeaux - Sète situé au lieu-dit « Tivoli » à Aiguillon.

Suite à ladite demande, la Direction de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF) (Infrapole) a demandé en date du 23 septembre 2010 à Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne de diligenter, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 1991, une enquête publique *commodo et incommodo*. Dans le cadre de la politique d'amélioration de la sécurité des usagers, RFF et la SNCF ont inscrit à leur programme budgétaire la suppression pure et simple de ce passage à niveau.

Monsieur le maire propose au conseil municipal d'approuver la suppression du passage à niveau, préconisée par le commissaire enquêteur.

Monsieur le maire demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour
0 voix contre
2 abstentions

*VU l'arrêté préfectoral n° 2011073-0007 « Enquête de commodo et incommodo – ligne de Bordeaux – Sète – Suppression du passage à niveau n° 126 – Commune d'Aiguillon » du 14 mars 2011,
VU l'enquête publique qui s'est tenue en mairie du 4 avril 2011 au 3 mai 2011 inclus,
VU les permanences assurées par le commissaire enquêteur les 4 avril 2011 (matinée) et 3 mai 2011 (après-midi),
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 mai 2011,*

APPROUVE la suppression du passage à niveau PN 126 de 3e catégorie ouvert à la circulation des piétons de la ligne ferroviaire Bordeaux - Sète situé au lieudit « Tivoli » à Aiguillon.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

-

Objet : Prévention du risque « Inondation » - Autorisation adhésion à la Fédération départementale - Adoption des statuts

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Sur le territoire communal sont implantées des digues de protections contre les crues, désormais classées « ouvrages de dangers ».

Le décret du 11 décembre 2007 portant sur la mise en sécurité des ouvrages hydrauliques dont les digues sont parties intégrantes les classe désormais en « ouvrages de dangers ». Ce décret a été complété dans le Lot-et-Garonne par un arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 portant classement des digues du département en catégorie « B et C ».

Le décret susvisé oblige désormais les gestionnaires et propriétaires de digues à faire réaliser un diagnostic visuel et une étude de danger (les résultats de l'étude pouvant conduire à des travaux de consolidation de ces digues).

La commune a confié la gestion du risque inondation au Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de protection contre les crues et les inondations dans la zone du Confluent.

Le conseil municipal est appelé à autoriser ce syndicat à adhérer à une fédération départementale de l'ensemble des structures concernées (toutes les collectivités intéressées qui sont propriétaires ou gestionnaires de digues ainsi que les collectivités de regroupement concernées par le risque inondation), pour conduire notamment toutes

les études qui présentent un intérêt commun, afin de mutualiser les coûts et les compétences. Cette fédération prendra l'appellation de Fédération départementale pour la Prévention du Risque Inondation en Lot-et-Garonne

**FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PREVENTION CONTRE LES RISQUES
D'INONDATION EN LOT ET GARONNE (FDPRI 47)**

STATUTS

ARTICLE -1 : Dénomination :

En application de l'article L 5711-1 et suivant du code général des Collectivités Territoriales , il est créé , entre les collectivités qui oeuvrent pour la prévention contre les crues des fleuves , rivières et cours d'eau du Lot et Garonne ,(Syndicat intercommunaux, communes autonomes, ASA., groupements de communes), un Syndicat mixte qui prend la dénomination de «**Fédération Départementale de Prévention contre les Risques d'Inondation en Lot et Garonne** ». (FDPRI 47)

Le champ d'action territorial de la fédération se compose d'une part, de l'ensemble des territoires des collectivités intercommunales adhérentes, et d'autre part de l'ensemble des territoires des communes autonomes adhérentes.

La liste des membres de la fédération est annexée au présent document

ARTICLE -2 : Objet :

La fédération exerce en faveur de ses membres toute action de nature à améliorer la prévention contre les crues de nos fleuve, rivières et cours d'eau dans les communes concernées du département de Lot et Garonne.

Elle a notamment pour mission :

- 1- informer et conseiller l'ensemble de ses membres sur l'évolution administrative juridique financière et technique de la réglementation applicable à ce risque majeur que représente l'inondation.
- 2- la fédération est compétente pour mener toute étude ou opération de travaux liée à son objet , qui présente un intérêt commun pour ses membres. La fédération est alors maître d'ouvrage
- 3- d'assister administrativement juridiquement et techniquement les collectivités membres dans leurs activités liées à l'objet de la fédération
- 4- mener toute action à leur demande, pour tout sujet sur lequel ses membres seraient mis en cause (expertise , assurances..)
- 5- mettre, en application de l'article L 5211-4-1 II, 1^{er} alinéa du CGCT, tout ou partie de ses services à disposition des membres qui le souhaitent pour l'exercice de leurs compétences. Une convention entre la fédération et chacun des membres demandeurs prévoira les modalités de cette mise à disposition.

ARTICLE -3 : Siège :

Le Siège de la Fédération est fixé à la Mairie de.....

ARTICLE -4 : Durée :

La fédération est constituée pour une durée illimitée.

(FDRPI 47). Le conseil est également appelé à adopter le projet de statuts joint en annexe.

Le conseil municipal,

ARTICLE -5 :Administration de la Fédération :

5(a) – Comité Fédéral

La fédération est administrée par un comité composé de délégués. Ces délégués sont élus par les assemblées délibérantes de chaque collectivité adhérente , parmi leurs membres ou membre désigné.

Il est élu un délégué suppléant pour chaque délégué titulaire.

Chaque collectivité adhérente sera représentée :

Pour les syndicats et ASA par **deux** délégués

Par les groupements de communes par **deux** délégués

Pour les communes autonomes par **un** délégué

A ces délégués s'ajoutent :

-Un délégué supplémentaire pour les collectivités qui assurent la gestion directe de plus de 10 km de digues et de moins de 20km

-Deux délégués supplémentaires pour les collectivités qui assurent la gestion directe de plus de 20 km de digues

Le comité fédéral se réunit au moins une fois par semestre sur convocation du président.

5(b) – Président

Le président est élu lors du premier comité qui a lieu après installation de toutes les collectivités membres

5 (c)- Bureau fédéral

Le bureau de la fédération est composé du Président , de vice-présidents et de membres du comité . Sa composition est précisée à chaque début de mandat par le nouveau comité fédéral.

Le renouvellement du bureau se fait à chaque renouvellement général du comité fédéral.

ARTICLE 6 – Règlement intérieur :

Un règlement intérieur apportera tout élément complémentaire aux statuts de base concernant le fonctionnement de la Fédération : Comité, Bureau et commissions, etc

ARTICLE 7- Budget :

Il sera pourvu aux dépenses de la Fédération au moyen de contributions et participations des collectivités membres , de subventions et d'emprunts éventuels si cela s'avère nécessaire. (grosses réparation en cas de rupture de digue ou de déversoir par exemple).

7(a) – Contributions :

La **contribution de base** des membres de la fédération est calculée sur la base du nombre de mètres linéaires de digue inclus dans le périmètre de la collectivité adhérente.

après en avoir délibéré,

26 voix pour
0 voix contre

Contribution à taux plein de la contribution de base pour :			
Communes autonomes	Qui exercent directement la compétence Prévention des Risques Inondations (PRI)	Non adhérentes à une Cté de Cnes	Ou adhérentes à une Cté de Cnes qui n'adhère pas à la Fédération
Syndicats de Communes ou ASA		Dont les Cnes membres n'adhèrent pas à une Cté de Cnes ou d'Agglomération	Dont les communes membres adhèrent à une Cté de Cnes ou Agglo qui n'adhère pas à la Fédération
Communautés de Communes ou d'agglomération		Dont les communes membres ont transféré la compétence PRI à la Communauté de Communes ou d'Agglomération.	
Contribution à 50% de la contribution de base pour :			
Communes autonomes	Qui exercent directement la compétence Prévention des Risques Inondations (PRI)	Adhérentes à une Cté de Cnes ou d'Agglo. qui adhère à la Fédération	
Syndicat de Communes ou ASA		Dont les communes membres adhèrent à une communauté de Communes ou d'Agglo. qui adhère à la Fédération	
Communauté de Communes ou d'Agglomération	Qui n'ont pas la compétence PRI, mais concernées par la PRI pour les structures dont elles ont la charge (Voirie, Infrastructures touristiques)	Dont les communes membres adhèrent directement ou par l'intermédiaire de leurs Syndicat ou ASA à la Fédération	

Le taux des contributions en €/ml est précisé chaque année par délibération du Comité.

7(b) – Participations

La répartition des dépenses particulières d'études et de travaux qui n'intéressent qu'une partie des collectivités est faite entre les différentes collectivités intéressées ; elle sera arrêtée dans le cadre d'une convention à intervenir entre les parties concernées

Le caractère collectif ou particulier des dépenses d'études et de travaux sera déterminé par le comité fédéral. Les conventions pour les dépenses particulières seront soumises aux collectivités intéressées.

7© - Participations pour mise à disposition des services.

Conformément à l'article L.5211-4-1 II, 1^{er} alinéa du CGCT, la mise à disposition des services de la Fédération au profit d'une collectivité membre, donne lieu à remboursement des dépenses de fonctionnement du service.

Des conventions passées entre la fédération et chacune des collectivités membres qui le souhaitent préciseront les modalités opérationnelles de cette mise à disposition.

Les dépenses de fonctionnement de ses services au profit des collectivités membres demanderesses sont réparties entre elles au prorata du nombre de mètres linéaires de digue que gère la collectivité.

Le montant de la participation de chaque collectivité membre sera précisé chaque année par délibération du comité fédéral.

ARTICLE 8- Modifications statutaires :

Les statuts pourront être modifiés selon les règles en vigueur (c. articles L.5211-17 à L. 5211-20 du CGCT).

ARTICLE 9- Prise d'effet :

Les présents statuts prennent effet dès leur signature

ACCEPTE que le « Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de protection contre les crues et les inondations dans la zone du Confluent » dont la commune est membre, adhère à la création d'une Fédération de type

syndicat mixte dénommée « Fédération Départementale pour la Prévention du Risque Inondation en Lot et Garonne (FDPRI 47) » ;

DONNE un avis favorable au projet de statut proposé dont copie ci-jointe mais dont la forme définitive sera arrêtée après signature lors de la première assemblée générale de la Fédération.

AUTORISE le maire à signer tous les documents à intervenir dans cette opération.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

ÉTAT DU PERSONNEL
TABLEAU DES EFFECTIFS au 1er août 2011

Cadre d'emploi	Grade	catégorie	ancien effectif	nouvel effectif	dont TNC
emploi fonctionnel	Directeur général des services	A	1	1	0
FILIERE ADMINISTRATIVE			12	12	1
Attaché	Attaché principal	A	0	1	0
	Attaché	A	1	0	0
	Rédacteur Chef	B	3	3	0
Rédacteur	Rédacteur principal	B	0	0	0
	Rédacteur	B	1	1	0
	Adjoint administratif principal de 1e classe	C	0	0	0
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1	1	0
	Adjoint administratif de 1ère classe	C	4	4	0
	Adjoint administratif de 2ème classe	C	2	2	1
FILIERE TECHNIQUE			35	35	2
SERVICES TECHNIQUES					
Ingénieur	Ingénieur	A	1	1	0
Techicien	Technicien principal de 1e classe	B	1	1	0
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	C	3	3	0
	Agent de Maitrise	C	3	3	0
	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	3	3	0
Adjoint technique	Adjoint technique de 1ère classe	C	2	2	0
	Adjoint technique de 2ème classe	C	7	7	0
			20	20	0
HYGIENE DES LOCAUX					
Adjoint technique	Adjoint technique de 1ère classe	C	1	1	0
	Adjoint technique de 2ème classe	C	5	5	0
			6	6	0
RESTAURATION SCOLAIRE					
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	C	1	1	0
	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1	1	0
Adjoint technique	Adjoint technique de 1ère classe	C	1	1	0
	Adjoint technique de 2ème classe	C	3	3	1
			6	6	1
ENFANCE					
Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe	C	3	3	1
			3	3	1
FILIERE ANIMATION			5	6	1
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation 2ème classe	C	5	6	1

ÉTAT DU PERSONNEL
TABLEAU DES EFFECTIFS au 1er août 2011

Cadre d'emploi	Grade	catégorie	ancien effectif	nouvel effectif	dont TNC
FILIERE SOCIALE			4	4	0
Agent social	agent social de 2ème classe	C	2	2	0
ATSEM	ATSEM de 1ère classe	C	2	2	0
FILIERE CULTURELLE			5	5	2
Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques	Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques	C	2	2	2
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1	1	0
	Adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	2	2	0
FILIERE POLICE			1	1	1
Agent de police municipale	Gardien de police municipale	C	1	1	1
TOTAL			63	64	7
Détail :					
En activité			60	61	
Disponibilité			2	2	
Emploi fonctionnel			1	1	

X

PERSONNEL

Objet : Création d'un emploi d'Agent d'animation 2e classe

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et modifier le tableau des effectifs en conséquence.

En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

Suite au mouvement de personnel (départs en retraite), deux emplois d'Adjoint techniques 2e classe ont été supprimés du tableau des effectifs fin décembre 2010. Ces départs ont été compensés par :

- l'augmentation du nombre d'heures d'un agent d'entretien et de services (de 26H15 à 35H00) au 1er oct 2010,
- une réorganisation des services et à des changements d'affectation internes,
- des recrutements ponctuels de remplaçants non titulaires.

Cependant, pour répondre au besoin des services, le maire propose à l'assemblée d'autoriser également la création d'un emploi d'Adjoint d'animation de 2e classe à temps non complet (24H00 hebdomadaire) à compter de la rentrée scolaire 2011-12 affecté au service « Enfance » pour exercer les fonctions d'Accueil périscolaire, et à apporter les modifications du tableau des effectifs correspondantes.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

*Considérant le précédent tableau des effectifs adopté par le conseil municipal le 26 avril 2011,
Considérant la nécessité de créer un emploi d'Agent d'animation 2e classe, à temps non complet, à compter du 1er août 2011, suite à des départs en retraite,*

ADOpte les modifications du tableau des effectifs tel que joint en annexe, à compter du 1er août 2011, intégrant les modifications suivantes :

- création d'un emploi d'Adjoint d'animation 2e classe, à temps non complet (24H00 hebdomadaires), affecté au service « Enfance » ;

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans ce grade sont inscrits au budget primitif 2011 de la commune ;

CHARGE monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création de cet emploi.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

FINANCES COMPTABILITÉ

Objet : Décision Modificative Budget principal Commune - Vote de crédits supplémentaires

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal de la commune.

Ces ajustements budgétaires ont pour objet le réajustement comptable entre les amortissements 2011 et les états inventaires.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Opération d'ordre			
Art. 2182	Matériel de transport		'+ 16 949,00 €
Art. 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	'+ 16 949,00 €	
Art. 6811	Dotations aux amortissements	'+ 667,00 €	
Art. 28188	Dotations aux amortissements		'+ 667,00 €
	TOTAL	'+ 17 616,00 €	'+ 17 616,00 €

Monsieur le maire demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2011 adopté par délibération du conseil municipal du 29 mars 2011,
Après avoir entendu en séance le rapport de monsieur le maire,

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

26 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de la commune de l'exercice 2011, par chapitre en opération d'ordre.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

Objet : Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE)

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Les communes peuvent, par délibération de leur conseil municipal, prise avant le 1er juillet de l'année précédant celle de l'imposition, instaurer une Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE), frappant les dispositifs publicitaires dans les limites de leur territoire.

Créée par l'article 171 de la loi de modernisation de l'économie, codifié aux articles L2333-6 à 16 du Code général des collectivités territoriales, la TLPE remplace depuis le 1er janvier 2009 :

- la taxe sur la publicité frappant les affiches, réclames et enseignes lumineuses, couramment dénommée « taxes sur les affiches » (TSA),
- la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes,

- la taxe sur les véhicules publicitaires.

La TLPE est un moyen de réguler l'affichage publicitaire sur le territoire communal afin de freiner la prolifération des panneaux, réduire la dimension des enseignes, lutter contre la pollution visuelle et améliorer le cadre de vie.

La commune d'Aiguillon percevant en 2008 la taxe sur les emplacements publicitaires, cette taxe est remplacée, à compter du 1er janvier 2009, par la taxe locale sur la publicité extérieure. Même si cette substitution peut s'effectuer automatiquement, sans qu'une délibération soit nécessaire, il est néanmoins recommandé aux communes souhaitant appliquer la nouvelle taxe de prendre une délibération en ce sens.

La nouvelle taxe frappe les dispositifs fixes suivants, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique :

- les **dispositifs publicitaires**, à savoir tout support susceptible de contenir une publicité ;
- les **enseignes**, à savoir toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;
- les **préenseignes**, à savoir toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée, y compris les préenseignes dites dérogatoires (car pouvant être installées sans respecter les dispositions - à vocation environnementale - régissant la publicité), et jusqu'à présent non taxées, visant à signaler les activités soit particulièrement utiles pour les personnes en déplacement ou liées à des services publics ou d'urgence, soit s'exerçant en retrait de la voie publique, soit en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales.

Elle est assise sur la superficie exploitée, hors encadrement.

Sont exonérés de droit :

- les dispositifs exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles,
- les enseignes, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 7 m².

Le conseil municipal peut décider d'exonérer ou de faire bénéficier d'une réfaction de 50 %, une ou plusieurs des catégories suivantes :

- les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 12 m²,
- les préenseignes d'une surface supérieure à 1,5 m²,
- les préenseignes d'une surface inférieure ou égale à 1,5 m²
- les dispositifs dépendant des concessions municipales d'affichages,
- les dispositifs apposés sur des mobiliers urbains.

Par ailleurs, les enseignes dont la somme des superficies est comprise entre 12 m² et 20 m² peuvent faire l'objet d'une réfaction de 50 %.

Sauf délibération spécifique du conseil municipal, ce sont les tarifs de droit commun (par m², par an et par face) qui s'appliquent. Ils sont fixés par un texte législatif en fonction du nombre d'habitants de la commune. Les tarifs en vigueur sont les suivants :

- dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques : 15 € par m² et par an ;
- dispositifs publicitaires et préenseignes numériques : 45 € par m² et par an ;
- enseignes comprises entre 7 et 12 m² : 15 € par m² et par an ;
- enseignes comprises entre 12 et 50 m² : 30 € par m² et par an ;
- enseignes de plus de 50 m² : 60 € par m² et par an.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

26 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

DÉCIDE d'instaurer sur le territoire de la commune, à compter du 1er janvier 2012, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) ;

DIT qu'elle remplace la taxe sur les emplacements publicitaires qui avait été instituée sur la commune ;

DIT que les tarifs de droit commun s'appliqueront automatiquement, à hauteur de 100%, sauf exceptions détaillées ci-dessous ;

DÉCIDE d'appliquer une réfaction de 50 % sur les enseignes dont la somme des superficies est comprise entre 12 m² et 20 m² ;

DÉCIDE d'exonérer de la taxe locale sur la publicité extérieure :

- les dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage,
- les dispositifs publicitaires apposés sur des mobiliers urbains,
- les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 12 m².

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

INTERCOMMUNALITÉ

Objet : Avis sur le projet de Schéma départemental de Coopération Intercommunale (SDCI)

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Une démarche d'évolution de l'intercommunalité est conduite durant l'année 2011 dans le département, en application de la loi du 16 Décembre 2010, portant réforme des Collectivités Territoriales.

Dans ce cadre, monsieur le préfet de Lot-et-Garonne a présenté, le 2 mai dernier, à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) le projet de schéma départemental de coopération intercommunale, qui fera l'objet d'un débat en C.D.C.I avant d'être arrêté fin d'année 2011.

Chaque collectivité territoriale dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification dudit schéma pour adresser son avis motivé à monsieur le préfet, sous forme d'une délibération, soit jusqu'au 9 août 2011.

Le projet de schéma départemental de Coopération Intercommunale, présenté au conseil municipal, prévoit, en ce qui concerne la communauté de communes du confluent, dont la commune est membre, une réduction de périmètre par le retrait des communes de :

- Ambrus pour intégration à la communauté de communes de val d'Albret ;
- Saint-Salvy pour intégration à la communauté de communes du canton de Prayssas

Le périmètre de la communauté de communes du confluent serait ainsi ramené de 17 à 15 communes avec une population passant de 12 907 à 12 620 habitants.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

26 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

CONSIDERANT que ni la commune d'Ambrus ni la commune de St-Salvy n'ont émis le souhait de quitter la Communauté de Communes du Confluent ;

CONSIDERANT que la commune d'Ambrus, ancien membre du Syndicat de Voirie de Damazan a intégré la Communauté de Communes du Confluent le 8 Juillet 2005 et qu'il serait paradoxal de mettre en avant, 6 ans après l'autorisation d'adhésion, la situation d'enclave de cette commune par rapport à la Communauté de Communes de Val d'Albret, alors que la continuité territoriale avec la Communauté de Communes du Confluent n'a jamais été mise en cause ;

CONSIDERANT que la Commune de St-Salvy a adhéré à la Communauté de Communes du Confluent au 1^{er} janvier 2011 après dissolution de la Communauté de Communes de la Basse-Vallée du Lot à laquelle elle appartenait et que la possibilité d'adhésion à la Communauté de Communes du Canton de Prayssas était possible à cette date et n'a pas été retenu par le Conseil municipal ;

CONSIDERANT que les 5 communes de la Communauté de Communes de la Basse-Vallée du Lot (Bourran, Frégimont, Galapian, Lagarrigue, St-Salvy) ont émis le souhait commun d'adhésion à une communauté par une délibération identique, prenant en compte la reprise des projets qui concernaient ces communes (Marchés de l'été, voirie, RPI...) ;

CONSIDERANT que la commune de St-Salvy fait partie d'un Regroupement Pédagogique avec les communes de Galapian et Frégimont, également membres de la communauté de communes du confluent, et qu'il serait plus cohérent, dans un souci de gestion du syndicat support de ce RPI, que ces communes fassent partie de la même communauté ;

CONSIDERANT par ailleurs que tant la commune d'Ambrus que celle de St-Salvy ont toujours participé à l'intercommunalité créée sur leur bassin de vie et ont toujours participé aux Syndicats de Communes mis en place pour la gestion :

- des Transports Scolaires,
- de la collecte et du traitement des déchets ménagers ;

CONSIDERANT que les habitants de ces 2 communes fréquentent à la fois le collège et le lycée implantés sur la commune d'Aiguillon, mais également les structures liées à la petite enfance, ainsi que le tissu associatif ;

CONSIDERANT que la création de la communauté de communes du confluent, précurseur en la matière, s'est établie autour d'un projet économique structurant : le pôle d'activités de la Confluence, à vocation départementale, et totalement soutenu par le Département par une participation financière importante au sein du syndicat mixte du confluent, qui a démarré en 2002, et permettra la création de 350 emplois fin 2011, dont l'emprise foncière jouxte le territoire de la commune de St-Léon ;

CONSIDERANT que ce pôle d'activités déterminera, pour les prochaines années, un nouveau bassin de vie pour l'ensemble des communes du périmètre ;

CONSIDERANT que le pôle d'activités de la Confluence aura nécessairement besoin d'avoir un support basé sur un périmètre élargi et non réduit ;

CONSIDERANT que toutes les communes actuellement membres de la communauté de communes du confluent, sont véritablement orientées vers les bassins de vie suivants :

- pôle d'activité de la Confluence,
- structures socio-éducatives (crèche, écoles, accueil péri-scolaire, collège, lycée, centre médico-social ...),
- services aux personnes âgées (maisons de retraite, portage de repas, soins à domicile...),
- vie associative
- activités touristiques (gîtes, camping et lac implantés sur les 2 communes de Damazan et St-Pierre de Buzet),
- structures intercommunales (transports scolaires, déchets ménagers...) ;

DEMANDE le maintien du périmètre actuel de la communauté de communes du confluent composé de 17 communes et regroupant une population de 12 907 habitants.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

POINTS DE DERNIERE MINUTE

Objet : Avis sur le projet d'extension de la communauté de communes du confluent

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

VU la délibération prise ce jour demandant le maintien du périmètre actuel de la communauté de communes du confluent (17 communes pour 12 907 habitants) ;

CONSIDÉRANT que la commune de St-Pierre-de-Buzet, limitrophe du pôle d'activités, possède des terrains à vocation artisanale et industrielle qui pourraient permettre une liaison avec le pôle d'activités de la Confluence implanté sur la commune de Damazan ;

CONSIDÉRANT qu'un futur projet touristique de la communauté de communes du confluent sera basé sur le site du lac du Moulineau implanté sur les 2 communes de Damazan et de St-Pierre-de-Buzet ;

CONSIDÉRANT que la création de la communauté de communes du confluent, précurseur en la matière, s'est établie autour d'un projet économique structurant : le pôle d'activités de la Confluence, à vocation

départementale, et totalement soutenu par le Département par une participation financière importante au sein du Syndicat Mixte du Confluent, qui a démarré en 2002, et permettra la création de 350 emplois fin 2011, dont l'emprise foncière jouxte le territoire de la commune de St-Léon ;

CONSIDÉRANT que les habitants de ces communes fréquentent à la fois le collège et le lycée implantés sur la commune d'Aiguillon, mais également les structures liées à la petite enfance, ainsi que le tissu associatif ;

CONSIDÉRANT également que le bassin de vie de la commune de Thouars/ Garonne est principalement orienté vers la commune de Port-Ste-Marie et ses services,

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

26 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

DEMANDE en priorité l'intégration dans le périmètre de la communauté de communes du confluent, des communes de :

**Saint-Pierre -de-Buzet
Thouars-sur-Garonne**

SOUHAITE que par la suite une collaboration étroite soit mise en place avec la communauté de communes de Val d'Albret en vue du rétablissement de la totalité du canton de Damazan au sein de la communauté de communes du confluent.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le : 24/06/11

Objet : Achat de mobilier pour les trois sites de l'accueil périscolaire - Demandes de subvention à la CAF 47 et à la MSA 47

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Il sera nécessaire de faire l'acquisition en 2012 de mobilier neuf (tables, chaises) pour les trois sites de l'accueil périscolaire, un montant prévisionnel total de 6.026 € HT, soit 7. 206,83 € TTC.

Le conseil municipal est appelé à solliciter :

- une subvention d'investissement auprès de la CAF 47 à hauteur de 60%, soit un montant de 3.616 €
- une subvention d'investissement auprès de la MSA 47 à hauteur de 2.500 €.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

DÉCIDE d'acquérir du mobilier neuf (tables, chaises) pour les trois sites de l'accueil périscolaire, pour un montant prévisionnel total de 6.026 € HT, soit 7. 206,83 € TTC,

SOLLICITE l'attribution d'une aide de la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide à l'investissement, pour l'achat de mobilier à l'accueil périscolaire à hauteur de 60% soit 3.616 €,

SOLLICITE l'attribution d'une aide de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide à l'investissement, pour l'achat de mobilier à l'accueil périscolaire d'un montant forfaitaire de 2 500 €,

ADOpte le plan de financement suivant :

Coût prévisionnel total :	6.026 € HT, soit 7. 206,83 € TTC
Subvention CAF 47 (60%)	3.616 €
Subvention MSA 47	2.500 €
Commune	1.091 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2012 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 21/06/11

Contrôle légalité le :24/06/11

Monsieur le maire recommande de se rendre cours Alsace-Lorraine le soir afin de découvrir le nouvel éclairage public qui a été mis en place.

Pour finir monsieur le maire salue chaleureusement monsieur Franck GAY à l'occasion de son retour aux réunions du conseil municipal.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO
(absente)

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean Pierre LACROIX

Eliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI

Mohamed LAHSAÏNI

Franck GAY

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ

Brigitte CAMILLERI

Alain REGINATO